



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 105 – 9 MARS 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

RATIFICATION DE
L'ACCORD DE LA
ZONE DE LIBRE-
ECHANGE
CONTINENTALE
AFRICAIN
(ZLECAf)
ATTENDUE DANS UN
DELAI DE 9 A 12
MOIS

GHANA : SUCCES DE
L'EMISSION DES DEUX
EUROBONDS D'UNE
VALEUR TOTALE DE 2
Mds USD, AU-DELA
DES ESPERANCES DU
GOUVERNEMENT

BURKINA FASO : DES
MESURES POUR
AMELIORER LA
COLLECTE DES TAXES
DOUANIERES

CAMEROUN : UN
FINANCEMENT DE 17,7
Mds FCFA DE LA
FRANCE POUR
ACCOMPAGNER LE
DEVELOPPEMENT DES
PME AGRICOLES

NIGER : L'UE ALLOUE
90 M EUR
SUPPLEMENTAIRE AU
TITRE DU 11EME FED

MAURICE : DON DE
1,45 M USD DE
L'UNION EUROPEENNE
DANS LE CADRE DU
SWITCH AFRICA GREEN
PROGRAMME

COTE D'IVOIRE : LA
PRODUCTION DE NOIX
DE CAJOU A PRESQUE
DOUBLE EN 5 ANS

TOGO : LANCEMENT
DU COMPTE ECO CCP
POUR RENFORCER
L'EPARGNE RURALE

OUGANDA :
LANCEMENT DE LA
COMPAGNIE AERIENNE
NATIONALE FIN 2018



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Ratification de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) attendue dans un délai de 9 à 12 mois

Après la signature à Kigali le 21 mars 2018 par les chefs d'Etat de 44 pays africains du texte consolidé relatif à la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de ses 3 protocoles (marchandises, services et mécanisme de règlement des différends), le Kenya et le Ghana ont été les premiers pays à déposer le 10 mai 2018 leurs instruments de ratification de l'accord à l'UA. Ils pourraient être rapidement suivis par le Rwanda, le Niger et l'Ethiopie. Une ratification par un minimum de 22 pays des 44 signataires est nécessaire pour que la ZLECAf et les 3 protocoles additionnels entrent en vigueur. Selon l'UA, la mise en œuvre de la ZLECAf pourrait ainsi intervenir en juillet 2019.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : adoption d'un budget record de 9,1 Bn NGN (29,9 Mds USD)

Le 16 mai, le Parlement a approuvé le budget pour l'année 2018, qui s'élèverait à 9,1 Bn NGN. Le budget 2018 repose sur l'hypothèse d'une production pétrolière de 2,3 M b/j à un cours moyen de 51 USD. Le déficit s'établirait à 1,9 Bn NGN, équivalent à 1,73 % du PIB. Ce budget affiche toujours les mêmes orientations volontaristes que celui de 2017, avec des dépenses d'investissements représentant 32 % du budget (contre 29,4 % en 2017). S'agissant des dépenses en capital, le ministère de l'Energie, des Travaux et de l'Habitat absorbe 24 % de l'enveloppe ; il est suivi du ministère des Transports à hauteur de 9 %, de la Défense à 5 %, de l'Agriculture et des Eaux bénéficiant chacun de 5 % de l'enveloppe.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : succès de l'émission des deux Eurobonds d'une valeur totale de 2 Mds USD, au-delà des espérances du gouvernement

Les deux Eurobonds d'une valeur totale de 2 Mds USD émis par le gouvernement du Ghana ont été entièrement souscrits à des taux inférieurs à ses prévisions et à celles des analystes. La première obligation, d'une valeur de 1 Md USD et d'une maturité de 10 ans, a été souscrite au taux de 7,267 %; la seconde d'une valeur de 1 Md USD et d'une maturité de 30 ans a été souscrite au taux de 8,627 %. 750 M USD seront consacrés au financement de projets d'investissement public, le solde devant servir au rachat d'obligations passées qui atteignent leur maturité entre 2021 et 2026 et font peser un risque de défaut sur le Ghana.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : une croissance du marché du ciment estimée à 10 %

Selon une note du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire relative au marché du ciment au Cameroun, la croissance annuelle de la demande de ciment devrait augmenter de 10 % en 2018. Cette augmentation s'explique par l'exécution des différents grands chantiers en cours dans le pays (autoroutes, barrages hydroélectriques, etc.) ainsi que par les travaux préparatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2019. Pour satisfaire cette demande, certaines cimenteries envisagent l'augmentation de leurs capacités de production (extension de l'usine Cimaf de Douala) et de nouvelles unités devraient être créées à Yaoundé (cimenterie de la Cimencam, filiale du groupe Lafarge à Nomayos, d'une capacité de 500 000 de tonnes, et cimenterie du groupe Dangote d'une capacité de 1,5 million de tonnes).

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : taux d'exécution des dépenses en hausse par rapport à l'exercice précédent

Selon un rapport présenté au conseil des ministres, le niveau de mobilisation des ressources de l'État au 31 mars 2018, s'établissait à 376,2 Mds FCFA (573,4 M EUR) sur une prévision annuelle de 2 053 Mds FCFA (3 130 M EUR), soit un niveau de réalisation de 18,3 % contre 15,15 % à la même période en 2017. L'exécution des dépenses, toutes natures confondues, à fin mars 2018 s'élevait à 470 Mds FCFA (716,6 M EUR) sur une prévision annuelle, base crédit de paiement, de 2 441,3 Mds FCFA (3 721 M EUR), soit un taux d'exécution de 19,26 %. Au 31 mars 2018, il se dégage un solde budgétaire déficitaire de 1,42 Md FCFA (2,16 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : résultats de recouvrements encourageants en avril 2018 selon la Direction générale des impôts (DGI)**

Selon les chiffres de la dernière revue des performances des unités de recouvrement de la DGI, un recouvrement record de 100,4 Mds FCFA (153 M EUR) aurait été enregistré au cours du mois d'avril 2018, soit un taux de réalisation mensuel de près de 94 %. Sur le 1^{er} trimestre 2018, le taux de réalisation est de 83 %. Plusieurs facteurs auraient concouru à ce résultat, dont la nette amélioration des recettes de la direction des grandes entreprises qui a recouvré 90,2 Mds FCFA (137,5 M EUR), soit un taux de recouvrement de 95,6 % en avril 2018.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Burkina Faso rompt ses relations diplomatiques avec Taïwan**

Le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Alpha Barry, a officialisé le 24 mai 2018 la rupture des relations diplomatiques avec Taïwan. Le président Kaboré a demandé à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour la fermeture de l'ambassade du Burkina à Taipei et de celle de Taïwan à Ouagadougou. La décision notifiée à l'ambassadeur de Taïwan à Ouagadougou a provoqué la démission du ministre taïwanais des Affaires étrangères, Joseph Wu, qui a déclaré « porter la responsabilité et cesser les programmes d'aides et coopération ». La Chine a « salué cette décision et espéré que le Burkina rejoigne la grande famille de l'amitié et de la coopération sino-africaine ». Ce revirement marque une nouvelle victoire dans l'offensive diplomatique menée par la Chine sur le continent africain où le dernier allié de Taïwan est désormais le Swaziland.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 8 Mds FCFA (12 M EUR) de loyer seront économisés grâce au déménagement des ministères à Diamniadio**

Le déménagement des ministères prévu en juillet 2018 vers la cité administrative de Diamniadio devrait, selon les autorités, permettre annuellement une économie de loyer de 8 Mds FCFA (12 M EUR). L'opération ne concerne pas les ministères régaliens, tandis que les ministères techniques seront regroupés par spécialisation au sein de la cité administrative pour favoriser les synergies.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : publication de l'enquête annuelle sur le chômage**

La dernière enquête annuelle conduite par le bureau des statistiques (*Statistics Mauritius*) pour l'année 2017 révèle que la population active stagne par rapport à l'année 2016 et ce, avec un total de 586 900 actifs dont 60,8 % d'hommes et 39,2 % de femmes. Le taux de chômage a légèrement régressé passant de 7,3 % de la population active, soit 42 400 demandeurs d'emplois, en 2016, à 7,1% en 2017. Ce taux est nettement supérieur pour les femmes : 10,7 % contre à peine 4,8 % chez les hommes. La situation s'est à nouveau dégradée pour les jeunes de 16 à 24 ans avec un taux de chômage qui est passé de 23,9 % en 2016 à 24,9 % en 2017. Enfin, le secteur tertiaire représente 68 % des emplois, contre 25 % pour le secondaire et 7 % pour le secteur primaire

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : hausse de 26 % des investissements direct étrangers au 1^{er} trimestre 2018**

Le montant des IDE à destination des Seychelles s'est élevé à 36 M USD au cours des trois premiers mois de l'année, en hausse de 26 % par rapport au T1 2017. Ces investissements sont destinés à plus de 95 % au secteur hôtelier. Les autorités anticipent désormais une baisse importante de ces IDE en raison de l'achèvement prochain des programmes hôteliers dont les autorisations ont été délivrées avant le moratoire de 2015. Le pays étant classé au 95^{ème} rang sur 190 dans le classement annuel de la Banque mondiale « *Ease of doing business* », une étude est actuellement conduite par le *Seychelles Investment Board* afin de lever les divers freins en matière de pratiques des affaires et d'attractivité du territoire et ainsi palier la baisse attendue des investissements étrangers dans le secteur hôtelier.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : lancement du système d'interopérabilité des paiements mobiles

Un système d'interopérabilité des paiements mobile est désormais effectif au Ghana, qui devient le troisième pays d'Afrique à s'en doter, après la Tanzanie l'an passé et le Kenya en avril dernier. Ce système doit permettre de lever les dernières barrières techniques s'imposant aux transactions financières entre opérateurs de banques mobiles, avec à la clé une réduction des coûts d'utilisation. Moins contraint, le secteur devrait ainsi croître encore davantage, alors que 43 % de la population ghanéenne utilise déjà des services de paiement mobile, soit 11,8 M de personnes. Le volume des transactions de cette nature a en outre doublé en 2017 pour atteindre 35 Mds USD, soit près de 80 % du PIB.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : des mesures pour améliorer la collecte des taxes douanières

La Direction générale des douanes a annoncé la mise en œuvre de nouvelles mesures pour améliorer la collecte des taxes, parmi lesquelles : le déchargement systématique des camions de plus de deux articles, l'annexion obligatoire à la déclaration en douane du connaissance, du bordereau électronique de suivi de cargaison et de la facture fret maritime si les incoterms sont PDU, FOB ou FAS, la sélection et la fixation de valeurs de référence pour les 20 produits les plus importés au Burkina Faso et pouvant alimenter les courants de fraude, et enfin, l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Togo et du Burkina au cours du 1er semestre 2018.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le baromètre conjoncturel 2017 de la Chambre de commerce et d'industrie France (CCIF) souligne la faible amélioration du cadre des affaires

La CCIF CI a publié les résultats d'une enquête auprès d'un échantillon de 146 entreprises représentatif du tissu économique ivoirien. Si ces dernières saluent en majorité la « bonne tenue » des résultats macroéconomiques, 52 % n'ont pas vu leurs résultats financiers s'améliorer depuis 2016. En cause, le manque d'entretien des infrastructures routières (63 %) et de télécommunication (50 % trouvent que ces réseaux se sont détériorés depuis l'année dernière) et la qualité du cadre des affaires (8 % sont satisfaites du suivi des dossiers sur le foncier et la construction).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : lancement de la campagne d'enregistrement des travailleurs étrangers

Le ministre de l'Intérieur kenyan a lancé lundi 21 mai une campagne d'enregistrement des travailleurs étrangers, campagne qui s'étale jusqu'au 21 juillet. Cette campagne vise à lutter contre l'emploi de travailleurs ne disposant pas de permis de travail. Les employés étrangers doivent durant cette période se rendre auprès du département de l'Immigration afin de procéder à un nouvel enregistrement de leur permis. En 2017, les autorités ont procédé à l'octroi de 8 366 permis et au renouvellement de 10 551 permis de travail.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : attribution d'un contrat de 6,7 Mds USD pour CCECC dans le ferroviaire

Le gouvernement nigérian a signé mardi un contrat de 6,68 Mds USD avec la *China Civil Engineering Construction Corporation* (CCECC), pour la construction du tronçon Ibadan-Kaduna inclut dans la ligne ferroviaire Lagos-Kano. Pour rappel, ce contrat s'inscrit dans le cadre du plan du gouvernement fédéral visant à achever le projet de modernisation ferroviaire Lagos-Kano, lancé en 2006 sous plusieurs segments. La première phase a commencé en 2011 avec la construction de la ligne ferroviaire Abuja-Kaduna, qui a été achevée et mise en service commercial par le président Buhari en 2016. En Mars 2017, le gouvernement fédéral a entamé le deuxième tronçon de la ligne Lagos-Kano, qui devrait être achevé d'ici la fin de l'année.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement souhaite la construction de nouveaux aéroports à Cape Coast et Takoradi

La ministre de l'Aviation, Cecilia Abena Dapaah, a annoncé que l'Etat procéderait prochainement à de nouveaux appels d'offres afin de renforcer les capacités aéroportuaires du pays. Les infrastructures qui devront être construites à Cape Coast (Central Region) et Takoradi (Western Region) serviront à favoriser l'activité touristique à l'ouest d'Accra, et à faciliter les transports de personnes et de marchandises vers les zones d'activité pétrolière. Les permis de construction pourraient être délivrés au 4ème trimestre 2018.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : 400 M USD de financements accordés par la Chine pour le programme d'industrialisation 1D1F

Le gouvernement du Ghana et la *China national building material corporation* (CNBM) ont signé un MoU pour des prêts de 400 M USD afin de financer le développement de 22 projets d'entreprises, issus du programme d'industrialisation national *One District One Factory* (1D1F). Des contrats d'achat portant sur la production de ces futures entreprises seraient également en négociation avec CNBM. La nature des projets n'a pas encore été communiquée, mais devrait vraisemblablement concerner la production de produits agricoles transformés dont la demande croît rapidement sur le marché chinois.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : le Président soumet à l'approbation du Parlement un emprunt de 536 M USD

Le Président du Libéria, George Weah, a soumis le 10 mai 2018 à l'approbation du Sénat l'emprunt de 563,4 M USD souscrit auprès de la société Eton Finance PTE Ltd, basée à Singapour. L'emprunt aurait une maturité de 15 ans, pour un taux d'intérêt annuel fixé à 1,46 % et assorti d'une période de grâce de 7 ans. Selon un document adressé par le Président aux législateurs, cet emprunt aurait pour objectif de financer des projets d'infrastructures, au nombre desquels le corridor côtier et les routes reliant les capitales des différents comtés, ainsi que des centres de formation et d'apprentissage.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : un financement de 17,7 Mds FCFA de la France pour accompagner le développement des PME agricoles**

La France a accordé dans le cadre du C2D un financement de 17,7 Mds FCFA au Cameroun pour l'implémentation du programme de valorisation et de transformation des produits agricoles (Transfagri). Ce programme viendra pérenniser les acquis du programme d'appui aux PME agricoles et agroalimentaires (Pmeaa) qui s'achèvera fin 2018. Le programme de valorisation et transformation des produits agricoles sera rattaché à l'Agence des PME afin pour objectif de lui permettre de poursuivre son soutien aux entreprises au terme du C2D.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Camtel signe un contrat de partenariat avec la société belge SatADSL pour la distribution de l'Internet par satellite**

La société belge SatADSL, spécialisée dans la fourniture de services Vsat, et l'opérateur public Camtel, ont annoncé le 21 mai 2018 la conclusion d'un partenariat devant permettre à Camtel de se positionner sur le marché de la distribution de l'Internet par satellite. Cet accord fait suite à la mise en œuvre d'une phase pilote de déploiement des solutions de SatADSL auprès d'entités publiques et privées (écoles, bureaux de poste, hôpitaux, banques). Il permettra à Camtel d'améliorer son offre sans avoir recours à la construction d'infrastructures physiques coûteuses.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : émission obligatoire de 75 Mds FCFA (114,3 M EUR) sur le marché régional de l'UEMOA**

La Direction générale du Trésor du Burkina Faso a lancé sur le marché financier régional de l'UEMOA un emprunt obligatoire de 75 Mds FCFA (114,3 M EUR) par appel public à l'épargne portant un taux de 6,5 % pour la période 2018-2025. 7,5 millions d'obligations d'une valeur nominale unitaire de 10 000 FCFA devraient être émises pour une durée de 7 ans dont 2 ans de différé. L'opération, nette de tout impôt pour les résidents burkinabé, est ouverte du 15 au 31 mai 2018. Pour piloter l'émission le Trésor public s'est attaché les services de Coris Bourse comme chef de file et d'Everest Finance. Cet emprunt serait le 6^{ème} du genre depuis 2003.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : la Banque mondiale octroie un prêt de 20 M USD (17 M EUR) pour favoriser l'accès à internet**

Une convention de prêt pour un financement additionnel de 20 M USD (17 M EUR) a été signée entre le gouvernement burkinabè et la Banque mondiale, afin de réduire les coûts d'interconnexion régionale et internationale et ainsi favoriser l'accès à internet dans le pays. Les projets de raccordement en fibre optique jusqu'aux frontières avec le Bénin et le Ghana devraient notamment en bénéficier. Cet accord porte à 39,4 M USD (33,7 M EUR) les investissements de la Banque pour améliorer les infrastructures de communication et la connectivité du Burkina Faso.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : renouvellement de l'accord entre l'AFD et la SGBCI portant sur l'outil de garantie bancaire ARIZ pour 2,75 Mds FCFA (4,2 M EUR)**

La signature de cette convention renouvelle pour les deux prochaines années la ligne de garantie ARIZ établie entre l'AFD et la filiale ivoirienne de la Société générale (SGBCI). L'AFD accepte ainsi de garantir 50 % d'une enveloppe globale de 5,5 Mds FCFA (8,4 M EUR) de prêts de la SGBCI dédiés à des PME et des institutions de microfinance (IMF) ivoiriennes. Cette collaboration, qui a débuté en 2008, a permis de financer près de 200 entreprises pour un montant total de 60 Mds FCFA (91,5 M EUR).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : accord de prêt de 8 M EUR entre la BAfD et la Banque sahélo-Saharienne pour l'investissement et le commerce au Mali (BSIC-Mali)**

Une nouvelle ligne de crédit de 8 M EUR a été approuvée par le conseil d'administration de la BAD. Les fonds devront appuyer les PME maliennes et renforcer le secteur financier. Ce prêt en devises aidera à soutenir les activités de financement du commerce des PME et de grandes entreprises dans divers secteurs : (i) l'agriculture ; (ii) le bâtiment et les travaux publics (BTP), (iii) l'import-export (iv) et le commerce général. Cet accord s'inscrit dans les objectifs de la BAD visant à promouvoir l'accès au financement des PME à travers une stratégie de développement du secteur financier.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : double émission du Trésor pour un montant total de 40 Mds FCFA (61 M EUR) sur le marché régional de l'UEMOA**

L'État nigérien a lancé deux opérations de levée de fonds, à travers une émission par voie d'adjudication simultanée, de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) chacune. Pour ce qui est des Bons, les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance et les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale de ces derniers. S'agissant des obligations, le remboursement se fera annuellement après un différé de 3 ans.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : 101 Mds FCFA (86,4 M EUR) d'investissements par la société turque Summa pour la rénovation de l'aéroport de Niamey**

La société turque Summa va investir 101 Mds FCFA (86,4 M EUR) dans les travaux de réhabilitation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey. En contrepartie, elle bénéficiera d'une concession sur l'exploitation et la maintenance de l'ensemble de la plateforme, y compris la gestion des escales, pour une durée de 30 ans. Sur cette période, la société se rétribuera sur les redevances et taxes générées, avant rétrocession à l'État. Pour rappel, les travaux concernent entre autres : la modernisation des terminaux pour les passagers et le fret, l'extension de la piste de 800 mètres, la construction d'une nouvelle aérogare fret et l'extension de l'aire de stationnement.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : Sogea Satom réalise les travaux d'aménagement et de bitumage de la voie express reliant l'aéroport Diiori Hamani au centre-ville de Niamey**

Le président de la République a procédé au lancement des travaux d'aménagement et de bitumage de la voie express devant relier l'aéroport international Diiori Hamani au centre-ville de Niamey. Estimés à près de 21 Mds FCFA (32 M EUR), les travaux sont notamment financés par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et l'État du Niger. Ils seront réalisés par l'entreprise française Sogea Satom, sur une durée d'un an.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : l'UE alloue 90 M EUR supplémentaire au titre du 11^{ème} FED**

L'Union européenne a alloué 90 M EUR additionnels au titre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) pour la période 2014-2020. Cette enveloppe supplémentaire porte désormais à 686 M EUR, le montant affecté par l'UE au Niger au titre du 11^{ème} FED. Selon le Chef de la délégation de l'UE, ce financement additionnel fait actuellement l'objet d'une discussion avec les ministères concernés en vue d'un déblocage des fonds en 2019 et sera mis à profit pour la gouvernance, la mise en œuvre des politiques sociales et l'appui à la société civile.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Sénégal : remboursement anticipé de 8,35 Mds FCFA (12,5 M EUR) de l'obligation émise en octobre 2015**

Le gouvernement sénégalais va rembourser le 25 mai prochain, 8,35 Mds FCFA (12,5 M EUR) de l'obligation contractée le 30 octobre 2015, d'une valeur totale de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) pour une durée de 10 ans à un taux annuel de 6,3 %. Ce choix intervient après la réussite des deux émissions obligataires (Eurobonds) de mai 2018 qui ont permis à l'Etat sénégalais de se financer à des conditions plus avantageuses (1 Md EUR à 4,75 % sur 10 ans et 1 Md USD à 6,75 % sur 30 ans).

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : soutien de la Banque mondiale au programme d'électrification national**

La Banque mondiale apportera 375 M USD au programme d'électrification éthiopien. Ce financement permettra de couvrir une partie des besoins identifiés durant la période 2018-2023 du *National Electrification Program* (NEP), dont le coût est estimé à 676,5 M USD. Le concours de la Banque mondiale, concessionnel, se décompose en un crédit ordinaire AID de 250 M USD et un crédit tiré de la *Scale-Up Facility* (SUF) de 125 M USD. Le projet est également cofinancé à hauteur de 247,5 M USD par le gouvernement éthiopien et de 54 M USD par les bénéficiaires sous la forme de frais de raccordement.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : soutien de la Banque mondiale à l'Urban Institutional and Infrastructure Development Program II (UIIDP II)**

La Banque mondiale appuiera également l'UIIDP II par un concours d'un montant de 600 M USD. Le montant total du programme s'élève à 859,5 M USD. Le concours de la Banque se décompose en un crédit ordinaire AID de 127 M USD, une subvention AID de 273 M USD et un crédit tiré de la *Scale-Up Facility* (SUF) de 200 M USD. L'AFD contribue au financement du programme à hauteur de 10,8 M USD en subvention. L'Etat participe également au financement du projet, à hauteur de 248,7 M USD. Le programme sera mis en œuvre entre mars 2018 et juillet 2023 et visera 117 collectivités hors Addis-Abeba.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : don de 1,45 M USD de l'Union européenne dans le cadre du Switch Africa Green Programme**

En accompagnement de ses actions de coopération en matière de développement durable, l'Union européenne a annoncé le lancement de la phase 2 du programme *Switch Africa Green Programme* avec l'octroi d'un don de 1,45 M USD à la *Mauritius Tourism Authority* (MTA) pour des actions de formation et de sensibilisation des agences de voyage aux enjeux écologiques et importance d'un tourisme soutenable. Economie insulaire, Maurice est particulièrement exposée aux changements climatiques et figure au 7^{ème} rang mondial en matière de vulnérabilité selon le *World Risk Report* de 2017.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : publication de l'appel d'offres pour la construction de la voie rapide Kampala-Jinja**

L'appel d'offres pour la construction de la voie rapide de 95 kilomètres reliant Kampala à Jinja a été publié le 18 mai 2018. Le coût total du projet est estimé à 1 Md USD. Cette voie s'inscrit dans le projet du *Northern Corridor* qui connecte le littoral kenyan aux terres enclavées de plusieurs pays et régions limitrophes : Ouganda, Rwanda, Burundi, Soudan du Sud, et Est de la RDC. L'*Uganda National Roads Authority* (UNRA) conçoit ce projet comme un partenariat public-privé puisque le groupement d'entreprises sélectionné sera chargé de la construction, de l'opération et de la maintenance de l'ouvrage. L'Union européenne, l'AFD et la BAfD ont annoncé leur intention de participer à son financement, à la fois sous forme de prêts et de subventions.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : appui de l'Allemagne à la décentralisation et au secteur privé**

Un accord de coopération technique assorti d'une subvention de 29 M EUR a été signé entre l'Allemagne et le Rwanda pour la mise en œuvre du plan de décentralisation et de développement du secteur privé. La subvention appuiera la coopération économique et le développement des centres de formation professionnelle. Cette subvention entre dans le cadre des négociations intergouvernementales (IGN) pour la période 2017/19. En mai 2017, le gouvernement allemand avait pris un engagement financier sous la forme de subventions à hauteur de 81 M EUR dont 39 M EUR seraient accordés à la coopération technique mise en œuvre par la GIZ.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Tanzanie : déforestation à grande échelle : nouvelle étape du projet de barrage dans le Selous**

Les services forestiers tanzaniens (TSF) ont lancé un appel d'offres pour l'exploitation forestière à grande échelle dans la réserve naturelle de Selous, dans le cadre du projet hydroélectrique (2 100 MW) des *Stiegler's Gorge*. L'appel d'offres de TSF porte sur l'abattage d'arbres sur pied d'un volume total de 3,5 millions de mètres cubes dans le district de Rufiji, soit 148 000 hectares. Cette déforestation, qui prépare le lancement de la construction du projet de barrage des *Stiegler's Gorge* en juin 2018, est en contradiction avec les engagements pris par la Tanzanie dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. L'UNESCO a également mis en garde les autorités sur les risques de déclassement de la réserve de Selous.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Tchad : des prévisions pessimistes pour la campagne agricole 2018-2019

La ministre de la Production, de l'Irrigation et des Équipements agricoles, Lydie Beassemnda, a présenté les résultats de la récolte 2017-2018, qui accusent une baisse de plus de 10 % par rapport à la récolte 2016-2017, du fait de pluies mal réparties dans le temps et sur le territoire. De plus, le gouvernement prévoit un important déficit céréalier pour la prochaine récolte. Avec une estimation de 2,7 millions de tonnes produites, elle afficherait un recul de 5 % par rapport à la récolte précédente et de 2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Burkina Faso : une "assurance récolte" pour les cotonculteurs de la société cotonnière Sofitex

Une convention-cadre sur l'assurance récolte a été signée à Ouagadougou entre Sofitex, principale société cotonnière du pays, et le pool des gestionnaires de crédits, le pool des assureurs et l'Union nationale des producteurs de coton (UNPCB). C'est la première convention de ce type dans le secteur du coton, rendue possible avec le partenariat de PlaNet Guarantee, filiale de l'organisation de solidarité internationale PlaNet Finance, et le soutien d'USAID. La couverture de cette "assurance récolte" s'étendra à 7 régions cotonnières de la Sofitex et couvrira les producteurs contre la baisse des rendements.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la production de noix de cajou a presque doublé en 5 ans

De 2013 à 2017, la production ivoirienne de noix de cajou est passée de 380 000 à 711 000 tonnes, et devrait atteindre 750 000 tonnes en 2018. Elle représente aujourd'hui 22 % de la production mondiale. La filière emploie au total 1,5 million de personnes en Côte d'Ivoire. Selon le directeur du Conseil coton-anacarde (CCA), Adama Coulibaly, cette progression s'explique par la réforme de 2013, qui a permis de mettre en place un système de prix plancher incitatif, établi aujourd'hui à 500 FCFA (0,76 EUR). Ce prix, jugé trop faible par certaines organisations syndicales du secteur, inciterait à l'exportation frauduleuse d'une partie de la production (estimée entre 20 000 et 50 000 tonnes par an).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : les exportations de pétrole brut et de gaz se sont établies à 3,5 Mds USD en 2017

La compagnie pétrolière nationale NNPC vient de publier son rapport pour le mois de janvier 2017, mentionnant les derniers chiffres de décembre pour la production de pétrole. Au mois de décembre, 161 pipelines ont été vandalisés contre 136 le mois précédent. Sur l'année 2017, la production de pétrole s'est établie à 1,88 M b/j en moyenne (contre 1,83 M b/j en 2016), quand la production de gaz s'est établie à 7 683,58 mmscfd (contre 7155,54 mmscfd en 2016). Sur l'année, les exportations de pétrole brut se sont établies à 2,49 Mds USD (1,49 Mds USD en 2016) et celles de gaz naturel à 960,4 M USD (950,5 M en 2016). La capacité utilisée des 3 raffineries du pays sur l'année s'est établie à 18,13 %.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra-Leone : la mine de diamants de Koidu reprend son activité

La mine de diamants de Koidu a repris ses activités après un an d'interruption, dû à diverses difficultés, allant de dettes trop importantes à l'épidémie d'Ebola. Son propriétaire, la société israélienne Beny Steinmetz Group Resources (BSGR), a investi 50 M USD pour transformer la mine en exploitation souterraine. Elle peut désormais produire 400 000 carats par an et pourrait atteindre les 650 000 carats. Les dettes de la compagnie, estimée à plus de 100 M USD, ont été rachetées par un investisseur spécialisé dans les dettes décotées. Les diamants de Koidou sont vendus en moyenne à 300 USD le carat, et seules les mines de Letseng (Lesotho) et Karowe (Botswana) présentent des diamants d'une valeur moyenne supérieure.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : l'unité flottante de liquéfaction du gaz de Kribi livre ses premières cargaisons de gaz domestique à la SCDP

Les cuves de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP) reçoivent, depuis le début du mois d'avril 2018, les cargaisons de gaz domestique produit par l'unité flottante Hilli Episeyo sur le champ de Bipaga, situé au large de Kribi, dans la région du Sud du Cameroun. Selon les projections de la Société nationale des hydrocarbures (SNH) et de Perenco qui pilotent le projet, cette unité, officiellement entrée en activité en mars 2018, permettra de produire 30 000 tonnes de gaz domestique par an. Cette production devrait couvrir l'approvisionnement en gaz domestique et réduire les importations et, ainsi, diminuer les subventions de l'État liées au gaz liquéfié.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : les travaux de forage des puits d'exploration sur le permis Etindé ont débuté le 21 mai 2018

Après l'arrivée dans les eaux camerounaises de la plateforme Topaz-Driller, grâce à laquelle seront forés deux puits d'exploration sur le permis Etindé, qui couvre une superficie de 2 316 km² dans l'offshore camerounais, la firme pétro-gazière britannique Bowleven a annoncé que les travaux de forage du premier puit d'exploration ont débuté le 21 mai 2018. Les résultats de l'exploration ne seront révélés qu'après la fin des opérations. La durée des travaux de forage prévue est de 100 jours. Bowleven détient 25 % des actifs sur le permis Etindé, contre 37,5 % pour chacun de ses deux partenaires sur ce projet (New Age et Lukoil).

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le gouvernement reçoit l'autorisation pour réattribuer la mine de Tambao

La Chambre de commerce internationale (CCI) de Paris a rejeté les « mesures provisoires » requises par le groupe Timis, basé à Royaume-Uni, visant à empêcher la réattribution de la mine de manganèse de Tambao avant le verdict final du litige judiciaire prévu début 2019. Ces mesures avaient été sollicitées le 8 mars 2018 suite à la résiliation unilatérale par l'État des accords d'exploitation le 14 février 2018. Les 90 jours de préavis suivant la résiliation étant écoulés à la date du 14 mai 2018, le Burkina Faso est désormais libre de réattribuer les licences relatives à la mine de Tambao. Pour rappel, cette dernière est considérée comme la plus grande réserve de manganèse au monde.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : signature d'une convention minière de 1,4 Md USD (1,2 Md EUR) entre le gouvernement et la Société des bauxites de Guinée (SBG)

Une convention portant sur la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une raffinerie d'alumine à Kindia a été signée entre le gouvernement guinéen et la SBG, filiale de *Metal Corp Group B.V.* Ce projet va permettre la transformation locale de bauxite et alumine, et donc augmente la valeur ajoutée du secteur. La phase d'exploitation devrait nécessiter près de 8000 emplois (dont 6000 emplois indirects) et rapporter chaque année 70 M USD de recettes fiscales.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : attribution de trois nouveaux permis de recherche minière valables pour l'or

Le conseil des ministres vient de valider par décrets l'attribution de trois permis de recherche minière valables pour une période de 4 ans. Un premier permis a été délivré à la société ghanéo-australienne Resolute Côte d'Ivoire Sarl dans les départements de Tiébissou et Sakassou. Un deuxième a été attribué à la société Perex Sarl dans le département de Minignan. Enfin, le troisième permis a été délivré à la société australienne Ampella mining exploration Côte d'Ivoire SA dans le département de Bouna.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : nouveaux retards dans la réalisation de la ligne de transmission électrique de Turkana

Les travaux de construction de la ligne de transmission visant à évacuer l'électricité produite par le parc éolien du lac de Turkana (310 MW) ont été à nouveau suspendus, sur décision du tribunal saisi de la plainte d'une entreprise horticole qui demande 26,9 M USD (2,7 Mds KES) de compensation pour les pertes occasionnées par le chantier. La connexion du parc éolien du lac de Turkana (310 MW), achevé en mars 2017, pourrait donc accuser de nouveaux retards. En raison de la faillite de l'entreprise espagnole initialement chargée du projet, des compagnies chinoises avaient repris le contrat en février 2018, s'engageant à achever la construction en août 2018. En cas de non-respect du calendrier, de nouvelles pénalités seront imposées à l'Etat kenyan à partir de septembre, qui a déjà acquitté 56 M USD (5,7 Mds KES) d'indemnités au consortium ayant développé le parc éolien.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Tanzanie : révocation de 11 « *mining retention licences* » en Tanzanie

Le président de la nouvelle commission minière tanzanienne, Idris Kikula, a annoncé le 13 mai 2018 la révocation de 11 « *mining retention licences* » concernant des mines de nickel, d'or, d'argent, de cuivre et de terres rares détenues par des entreprises. Sans équivalent en droit minier français, la « *mining retention licence* » réserve les droits d'exploitation à la société qui a procédé à l'exploration. Cette décision concerne en particulier le projet de nickel de Kabanga, pour lequel *Barric Gold* et *Glencore* ont déjà investi 250 MUSD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Burkina Faso : Maroc Telecom renforce sa présence dans la monnaie mobile

Une convention a été signée entre Onatel (filiale de Maroc Telecom) et United Bank of Africa (UBA) afin de renforcer l'offre de services financiers mobiles de l'opérateur. La banque nigériane UBA émettra de la monnaie électronique tandis que la société Onatel en assurera le traitement technique et la distribution commerciale. La banque devrait également permettre de lier un compte classique à un portefeuille en monnaie mobile pour faciliter les opérations des usagers. Pour rappel, la monnaie mobile est utilisée par 36,5 millions d'utilisateurs dans l'UEMOA en 2016, dont 4,1 millions au Burkina Faso.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : extension des licences GSM jusqu'en 2032 et projet de licences 4G pour Togocel et Moov

Les deux opérateurs historiques de la téléphonie mobile, l'entreprise publique Togocel et le marocain Moov, bénéficieront d'une extension jusqu'en 2032 de la durée d'exploitation des licences GSM (2G et 3G), et obtiendront prochainement le feu vert pour déployer la technologie 4G sur le territoire. D'importants investissements sont nécessaires, avec pour objectif d'atteindre un taux de couverture de près de 40 % d'ici 2022.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : lancement du compte ECO CCP pour renforcer l'épargne rurale

Le compte ECO CCP développé par la Société des postes du Togo (SPT) a été officiellement lancé à Anfoin (60 km de Lomé) par le président togolais. Il s'agit d'un compte bancaire mobile, permettant de disposer gratuitement et sans aucune formalité administrative d'un compte épargne rémunéré, à partir de Flooz ou Mobile money, les deux porte-monnaie électroniques proposés respectivement par Moov et Togocel. L'objectif est d'encourager la pratique de l'épargne en milieu rural, en mobilisant 300 000 épargnants à fin 2020, pour un encours global projeté entre 5 et 10 Mds FCFA (7,5 à 15 M EUR).

✉ Quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : résultats bancaires en hausse pour KCB et Equity malgré le renforcement des règles comptables**

Malgré les anticipations liées à la mise en place du système de comptabilité IFRS 9 (*International Financial Reporting Standards 9*), imposant le provisionnement des prêts non performants anticipés, les première et deuxième banques du Kenya, *KCB* et *Equity*, ont annoncé une hausse de leurs résultats pour le premier trimestre 2018. *Equity* a ainsi réalisé un profit net de 58,2 MUSD (+21,7 % en glissement annuel) et *KCB* de 50,3 MUSD (+14,1 %). La mise en œuvre du modèle IFRS 9 s'est également traduite par une amélioration significative des indicateurs de solidité bancaire. Pour *KCB*, le ratio d'adéquation du capital rapporté aux actifs pondérés par le risque est ainsi de 16,1 % (IFRS 9) contre 15,3 % selon l'ancienne classification. Ce ratio est de 20,3 % (IFRS 9) contre 18,7 % précédemment pour *Equity*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : le logiciel ALEXIS sélectionné pour la planification et la gestion des vols d'Air Madagascar**

Air Madagascar a choisi le 9 mai le logiciel ALEXIS de Maureva, filiale mauricienne du groupe réunionnais Cirrus Informatique, pour rationaliser ses activités opérationnelles dont la gestion de ses équipages et la planification de ses vols. ALEXIS permettra notamment l'ordonnancement et la gestion quotidienne des opérations, l'affectation du personnel navigant ainsi que l'optimisation de l'allocation et de l'utilisation des avions d'Air Madagascar et de sa filiale Tsaradia. En juin 2016, Maureva – partenaire de l'*International Air Transport Association* (IATA) – avait déjà été retenue comme prestataire pour la gestion des recettes commerciales de Hop!, filiale du groupe Air France-KLM.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : lancement de la compagnie aérienne nationale fin 2018**

Un accord est en cours de finalisation entre le gouvernement et Bombardier pour l'achat de quatre CRJ-900. La renaissance de la compagnie nationale, quinze ans après l'arrêt des opérations d'*Uganda Airlines*, est prévue pour la fin de l'année. Le financement des quatre appareils serait en cours de négociation avec des institutions financières canadiennes selon le ministre des travaux publics et devrait couvrir entre 70 et 80 % du coût total de l'acquisition. En parallèle, des pourparlers seraient en cours avec un consortium de banques allemandes, françaises et britanniques pour le financement de deux Airbus A330-800 qui constitueront la flotte longue distance de la compagnie, pour une livraison prévue en décembre 2020.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : hausse de 14,2 % du PNB de la BICICI en 2017 par rapport à l'exercice précédent

En 2017, la Banque internationale pour le commerce et l'industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI), filiale du français BNP Paribas, a réalisé une hausse de 14,2 % de son Produit net bancaire (PNB), à 14,6 Mds FCFA (22,3 M EUR), par rapport à l'exercice précédent. Son résultat net a lui cependant diminué dans le même temps de 22,9 %, à 9,3 Mds FCFA (14,2 M EUR). Cette baisse s'explique par un solde négatif important des corrections de valeur sur créances et du hors bilan.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : début de la construction de l'usine de transformation de cacao de la Société africaine de cacao (Saco)

La nouvelle usine de Saco, filiale du suisse Barry Callebaut, sera opérationnelle début 2019 et viendra étendre le site actuel de Marcory-Zone 4. Ce projet de modernisation a pour ambition de doubler le volume de fèves broyées annuellement en Côte d'Ivoire, grâce à un investissement total de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR). Cette volonté répond à l'objectif du gouvernement de transformer sur place 50 % de la production de cacao d'ici 2020, afin de soutenir le développement du secteur industriel. Par ailleurs, la formation de professionnels ivoiriens du chocolat sera assurée par la création sur ce même site d'une Académie du chocolat.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la SAFACAM, filiale de la Socfin, annonce un bénéfice de 1,8 Md FCFA pour l'année 2017

La Société africaine forestière et agricole du Cameroun (SAFACAM), société de droit camerounais exerçant dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéa, a dégagé un bénéfice de 1,8 Md FCFA en 2017. Selon les dernières données disponibles datant de 2016, les plantations de palmiers à huile s'étendent sur une superficie de 5 348 hectares pour une production de 12 285 tonnes. Les plantations d'hévéas sont installées sur 4 157 hectares pour une production de caoutchouc de 5 671 tonnes.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ La CCI France Ghana accueille une délégation d'affaires de son homologue marocaine

La CCIFG a accueilli une délégation d'entreprises marocaines de son homologue marocaine (CFCIM) du 8 au 10 mai dans le cadre d'une mission collective. La mission collective, la 2^{ème} organisée en 2 ans par la CFCIM en collaboration avec la CCIFG, comptait une délégation de 9 entreprises représentant divers secteurs d'activité tels que la santé, l'énergie, l'agro-alimentaire et la construction. Lors d'une réunion de cadrage, Adenot-Owusu, directrice générale de la CCIFG, a présenté à la délégation un panorama économique du pays, soulignant le rebond récent, ses forces et faiblesses ainsi que son potentiel dont les entreprises étrangères peuvent tirer profit. Elle a poursuivi en soulignant l'importance de développer les relations d'affaires Sud-Sud et a expliqué que cela était possible grâce à l'important réseau CCI France International (composé de 120 CCI dans 90 pays).

✉ julie.fournier@diplomatie.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le pays sera présent au Forum Chine-Afrique de septembre 2018

Le Président congolais a répondu positivement à l'invitation qui lui a été faite le 22 mai de se rendre à Pékin. Cette participation devrait renforcer le partenariat « gagnant-gagnant » signé en décembre 2015 à Johannesburg. Le Congo a su tirer parti de ce partenariat : la Chine est son premier client avec des exportations congolaises en augmentation de 191 % entre 2016 et 2017 (1 607 Md FCFA, dont 95,4 % composées de produits pétroliers - 33,9 % des exportations congolaises) et son premier solde commercial positif avec 1 435 Md FCFA. Quant aux Chinois, ils exportent surtout à 80 % de l'équipement industriel qui sert à exploiter les concessions obtenues dans les secteurs forêt, mines et pêche à des conditions fiscales avantageuses.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le pays mise sur la Chine pour son aviation civile

20 étudiants congolais vont passer 1 mois en Chine pour se familiariser avec la langue chinoise avant d'être envoyés pendant 2 ans en Afrique du Sud se former aux métiers de l'aviation civile. Cette initiative est portée par le ministère congolais des Transports, l'Agence nationale de l'aviation civile et l'Avic, avionneur chinois qui, d'ici fin 2018, devrait livrer au Congo 3 avions de modèle Arj21.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

